



Comment concilier la production et la commercialisation des denrées alimentaires et le droit du marché ? Ce fut la question posée au départ, lors des Journées Louis Lorvellec qui ont eu lieu les 3 et 4 décembre à l'Université de Nantes. Les approches ont été multiples et les réponses très riches. Ce qui est plus important, néanmoins, ce sont les questions qui ont été posées par la suite. Questions tant anciennes que nouvelles, mais dont les réponses apportées sont encore contradictoires et, parfois, insuffisantes.

Quelques-unes des questions anciennes sont très révélatrices des enjeux : Est-ce qu'il y a un véritable conflit entre agriculture et concurrence ? La concurrence et l'agriculture peuvent-elles se modeler mutuellement pour le bien-être de l'humanité ? Les mécanismes juridiques pour cela sont-ils déjà en place ou faut-il les développer ? Est-ce qu'il y a une vraie spécificité dans l'agriculture ? Quelle est alors son sens juridique ? Touche-t-elle les agriculteurs et les terres agricoles ? Englobe-t-elle les aliments et le secteur agroalimentaire ? D'autres questions, plus nouvelles se sont ajoutées : Quel lien entre agriculture locale, développement paysan et protection des investisseurs étrangers ? Quelle place pour un commerce local des aliments dans une économie mondialisée ? Quelles réponses apporte le marché à la pauvreté ? Quel lien entre la culture et l'alimentation ?

Les chercheurs et doctorants de différents continents, réunis dans le cadre du Programme Lascaux, ont désormais la tâche de proposer des réponses. Si cela semble difficile, il faut se souvenir des paroles optimistes du professeur Lorvellec, lorsqu'en 1995, en parlant précisément de la concurrence dans le secteur agroalimentaire, affirmait qu'il appartient au Droit de rééquilibrer le monde. C'est à cet appel que nous essaierons de répondre.

Marlen León & Hugo Muñoz (Costa Rica),
Doctorants de l'Université de Nantes, Programme Lascaux

